dans *Rue Saint-Guillaume*, revue de l'Association des sciences po n° 160, septembre-octobre 2010, p. 28-30

PIERRE BRÉCHON

Une Europe sans valeurs consensuelles ?

Les résultats des grandes enquêtes comparatives européennes montrent qu'il y a aujourd'hui peu de valeurs consensuelles. Montée des valeurs d'individualisation et de tolérance, attachement à la démocratie, liberté privée et ordre public, quels sont les idéaux des Européens ?

Les hommes politiques favorables à l'Europe ont souvent tendance à affirmer que celle-ci repose sur des valeurs communes puisque les textes fondamentaux adoptés par le Conseil de l'Europe – la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme – et surtout par l'Union européenne – avec notamment la charte des droits fondamentaux et l'article 2 du traité qui définissent les valeurs que tous les États membres reconnaissent : « Les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que le respect des droits de l'homme, y compris les droits des personnes appartenant à des minorités. » L'article ajoute, de manière très volontariste, « ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes ».

L'existence de valeurs communes partagées en Europe est beaucoup plus discutable si on considère non plus les affirmations généreuses des acteurs, inscrites dans le marbre des traités et des textes juridiques fondamentaux, mais ce qui se vit dans les différentes sociétés des pays européens. La grande enquête sur les valeurs des Européens, réalisée tous les neuf ans depuis 1981, avec un questionnaire très détaillé, est un outil capital pour réfléchir sur l'existence de valeurs communes partagées dans les différentes sociétés européennes. Les résultats de la dernière vague de l'enquête, en 2008, ne sont pas encore disponibles pour les 46 pays concernés[1]. Mais on peut déjà tirer quelques conclusions générales. Les résultats montrent qu'il n'y a en fait à peu près pas de valeurs entièrement consensuelles dans nos sociétés européennes. Dans tous les domaines, il y a au moins de petites minorités pour soutenir des valeurs antagoniques aux valeurs les plus majoritaires. Du coup, la question de départ gagne à être élargie : il est important de s'interroger non seulement sur d'éventuelles valeurs communes, mais de se demander quelles sont les valeurs qui progressent dans tous les pays.

> Sur le plan de la régulation publique du vivre ensemble, la cohésion repose sur les possibilités de débats démocratiques et de négociations de compromis permettant de vivre ensemble avec nos valeurs différentes.

Soulignons d'abord que l'attachement à l'Europe est loin d'être consensuel. Autant la fierté nationale est très forte partout (aussi bien à l'ouest qu'à l'est de l'Europe, à l'exception de la Bosnie) – 80 à 90 % se disant très ou assez fiers d'être de leur pays –, autant l'identité européenne est plus discutable. Pendant longtemps, les opinions publiques ont fait preuve de « consensus permissif » à l'égard de l'Europe. Autrement dit, les individus n'étaient pas fondamentalement motivés par le projet communautaire mais ils laissaient avancer les élites européennes. Avec le développement de la construction européenne, le consensus permissif a volé en éclat : l'Europe est aujourd'hui source de clivage entre europhiles et eurosceptiques.

> La famille, une valeur centrale

Une question permet de voir quels sont les domaines de la vie les plus valorisés. Le palmarès est à peu près le même dans toutes les sociétés européennes et a peu évolué depuis vingt ans. La famille est le domaine de la vie jugé le plus important, le travail venant en général en seconde position. Un cran en dessous, les Européens valorisent les « amis et relations » ainsi que les « loisirs ». À un niveau beaucoup plus bas, on trouve la religion et finalement la politique. À peine un Européen de l'Ouest sur dix estime que la politique est un élément très

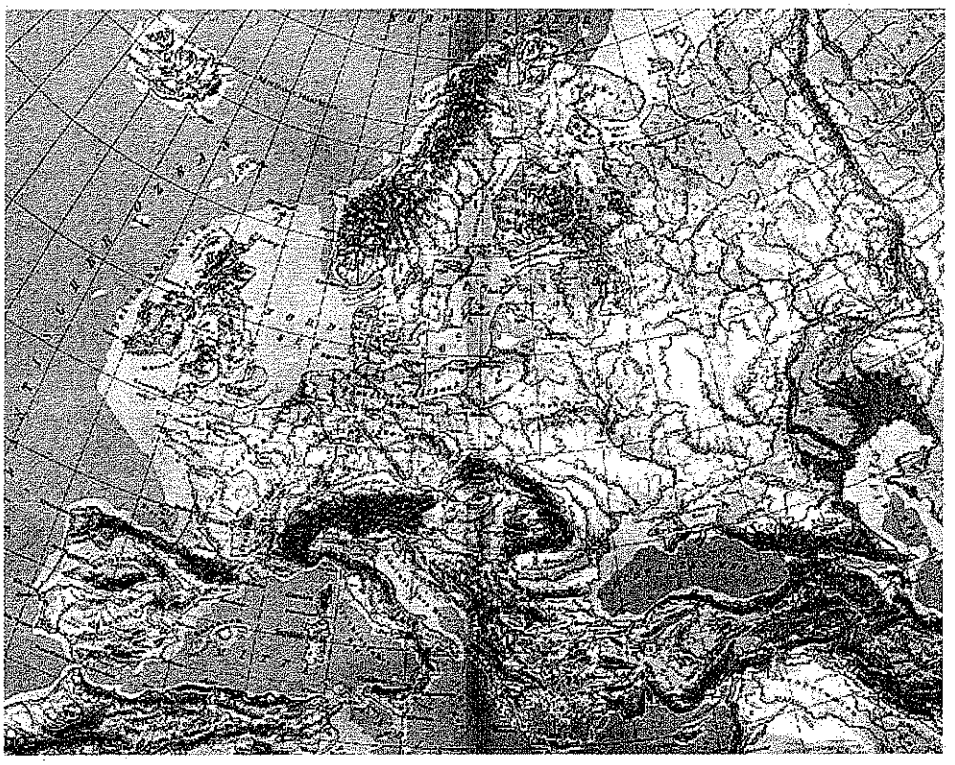
[1] *Les données françaises ont donné lieu à deux publications :*
- *Bréchon P., Tchernia J F.,* La France à travers ses valeurs, *Armand Colin, 2009.*
- *Bréchon P., Galland O.,* L'Individualisation des valeurs, *Armand Colin, 2010.*

On peut aussi consulter le site : www.valeurs-france.fr

important dans sa vie. Même lorsqu'on essaye d'être un citoyen responsable et qu'on a de l'intérêt pour la chose publique, le cœur de la vie reste en général constitué par les liens familiaux et la vie de travail, c'est-à-dire par les activités auxquelles l'individu consacre l'essentiel de son temps. La soif de bonheur familial est très forte ; la famille est un domaine valorisé de façon à peu près consensuelle, mais les valeurs familiales qui font sens pour les individus ne sont pas les mêmes qu'autrefois. L'évolution a même été très forte dans les dernières décennies du xxe siècle et au début du xxie. Les tenants de la famille traditionnelle comme cellule de base de la société, avec une structure intangible s'imposant aux individus, sont beaucoup moins nombreux. La famille aujourd'hui de plus en plus valorisée repose sur les riches relations construites par le couple prolongé dans ses enfants. La famille idéale est un construit relationnel, un tissu fait de communications intenses, qui se veulent transparentes. Elle est basée sur les choix individuels, les partenaires se veulent fidèles l'un à l'autre mais souhaitent pouvoir se séparer lorsque l'infidélité survient et que la confiance disparaît.

> Montée des valeurs d'individualisation

Dans tous les domaines, et pas seulement en matière familiale, on observe une montée des valeurs d'individualisation. Chacun veut agir, non en fonction de principes intangibles, fixés de toute éternité, qu'ils appliqueraient automatiquement, mais en réfléchissant dans chaque cas sur ce qu'il convient de faire. Il faut en fait ajuster les principes aux circonstances, la morale devient beaucoup plus relativiste. Les individus, quel que soit le pays, acceptent beaucoup moins qu'avant que leurs actes soient définis par de grandes institutions et par la loi. Chacun veut être libre de vivre sa vie privée comme il l'entend, notamment en matière de libre disposition de son corps, sans être contrôlé par son voisin et contraint par l'État, une Église ou même les relations de voisinage. Au nom du respect des libertés individuelles,



de plus en plus d'Européens disent dans les enquêtes accepter le divorce, l'homosexualité, l'euthanasie, l'avortement, et même le suicide. Les niveaux d'acceptation de ces pratiques restent très différents selon les pays, mais la montée de l'acceptation se constate partout, même dans les pays les plus traditionnels.

> Tolérance, ordre public et xénophobie

Si chacun doit pouvoir faire ce qu'il veut dans sa vie privée, il est important que les rapports sociaux reposent sur des valeurs de tolérance à l'égard du comportement d'autrui. Les qualités jugées les plus importantes à encourager chez les enfants sont, d'après les résultats, la tolérance et le respect des autres, le sens des responsabilités et les bonnes manières. Trois Européens de l'Ouest sur quatre citent ces qualités. Alors que seulement un sur cinq trouve important d'apprendre l'obéissance aux enfants. L'éducation est donc partout de plus en plus libérale et permissive.

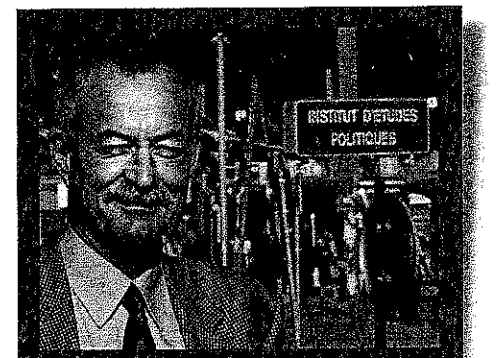
Cependant la permissivité est beaucoup moins forte à l'égard des comportements publics que des pratiques privées. L'acceptation des écarts à l'ordre public et la tolérance à l'égard des incivilités est faible. On sent même monter une demande d'ordre public, beaucoup se disant attachés aux valeurs d'ordre et d'autorité et disant faire confiance à l'armée et à la police pour assurer la sécurité. Autrement dit, les Européens veulent que leur liberté privée soir reconnue et respectée, mais pour pouvoir en jouir, chacun veut aussi de l'ordre public.

Du coup, la volonté de respect et de tolérance faiblit dès que les populations ont le sentiment – réel ou fantasmé – qu'une catégorie de personnes pourrait créer des nuisances pour leur vie privée. Autrement dit, la volonté de tolérance et de respect des autres n'a pas fait disparaître la xénophobie. Les catégories qu'on ne voudrait pas avoir comme voisins sont avant tout les drogués et les alcooliques (cités par environ un Européen de l'Ouest sur deux). Les catégories ethniques sont mieux acceptées (les étrangers et les « gens d'une autre race » sont rejetés par moins de 10 % des enquêtés), mais ce n'est pas le cas des gitans (que presque un Européen de l'Ouest sur • • •

• • • trois cite dans les catégories à exclure de son voisinage). Cette apparente contradiction entre personnes d'origine ethnique différente et gitans s'explique assez bien : ces derniers font partie des groupes qui évoquent des nuisances pour le voisinage. Par rapport à l'enquête Valeurs de 1999, le niveau de la xénophobie apparaît en légère baisse dans l'Europe de l'Ouest mais contrasté selon les pays. Il est nettement à la baisse en France, ce qui montre qu'il est erroné d'évaluer l'évolution de la xénophobie à la simple aune du discours politique des gouvernants. La xénophobie baisse aussi en Belgique, en Espagne, en Grèce mais monte en Autriche et aux Pays-Bas.

> Valeurs démocratiques et confiance aux institutions

Les valeurs démocratiques sont certainement parmi les valeurs les plus consensuelles en Europe. Près de neuf Européens de l'Ouest sur dix disent que la démocratie constitue le meilleur système politique possible. Cependant, on découvre quelques fragilités dans l'adhésion à ces valeurs puisque presque un sur quatre estime qu'un gouvernement d'« un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » serait une bonne chose. Et un sur deux trouve qu'un gouvernement des experts aurait aussi quelque vertu. Autrement dit, certains Européens sont favorables au régime démocratique sans exclure la possibilité d'un autre régime. Seule une direction du pays par l'armée ne trouve à peu près aucun soutien dans les opinions publiques. Avec quelques nuances d'un pays à l'autre, on découvre que le consensus autour des valeurs démocratiques est en fait un consensus plutôt fragile et superficiel. On peut craindre qu'en période de crise économique ou de critique forte de la classe politique et des parlementaires, l'attrait de systèmes peu démocratiques puisse se renforcer. Le risque apparaît plus fort à l'est qu'à l'ouest de l'Europe, notamment en Roumanie, en Bulgarie et en Lettonie.



Pierre Bréchon

Professeur à Sciences Po Grenoble, qu'il a dirigé de 2002 à 2005, et président d'Arval, Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs, Pierre Bréchon est spécialiste de sociologie électorale et des enquêtes d'opinion ; il coordonne la réalisation en France de la European Values Survey et de l'International Social Survey Programme.

Favorables à la démocratie, les Européens s'affirment aussi de façon presque consensuelle comme des réformistes : près de 80 % des Européens de l'Ouest se déclarent favorables à une transformation progressive de la société par des réformes, peu sont en faveur de changements de type révolutionnaire et peu également souhaitent le maintien de la société en l'état. Mais tout le problème est de savoir dans quel sens les réformes doivent aller. Deux camps continuent de s'opposer, ceux qui veulent plutôt moins de régulations étatiques et ceux qui au contraire souhaitent un renforcement de l'action publique et des politiques plus égalitaires. Le premier camp a perdu des partisans depuis 1999 tandis que le second en a gagné.

On dit trop facilement que la confiance aux institutions tendrait à disparaître dans les sociétés individualisées parce que chacun souhaite être son propre maître et se méfierait de toutes les organisations susceptibles de le contraindre. En fait, les jugements sont très différents selon les institutions. Un palmarès à peu près identique se retrouve dans la plupart des pays européens de l'Ouest. On continue à faire une forte confiance aux institutions de l'État-providence (enseignement, sécurité sociale, assurance maladie...), probablement parce qu'elles sont censées protéger les individus et fournir à tous un accès égalitaire à des biens essentiels. Les institutions de défense de l'ordre (la police et l'armée) ont aussi, presque partout, une bonne image parce qu'elles sont perçues comme nécessaires pour assurer la sécurité publique. Par contre, la confiance aux institutions qui incarnent la démocratie représentative (notamment le Parlement) et les corps intermédiaires de la société civile (presse, syndicats, grandes entreprises) est très mitigée. Quant aux partis, ils ont dans tous les pays une image très dégradée, contrairement aux organisations environnementales, très bien notées.

Au total, il y a peu d'opinions et de valeurs consensuelles, aussi bien entre les différents pays européens qu'au sein de la même société. Ce n'est pas forcément un problème pour la cohésion sociale. Le principe de tolérance, fortement reconnu pour tout ce qui touche à la vie privée, permet normalement de vivre au moins cote à cote dans le respect mutuel. Mais sur le plan de la régulation publique du vivre ensemble, la cohésion repose sur les possibilités de débats démocratiques et de négociations de compromis permettant de vivre ensemble avec nos valeurs différentes. Ainsi que sur une équité dans la répartition des richesses et des opportunités données à chaque groupe social. C'est bien sûr souvent là que le bât blesse. ◆